



**BURKINA FASO**

*Unité - Progrès - Justice*

*Mission Permanente  
auprès des Nations Unies*

**MIPER / BF N°**

**PREMIERE CONFERENCE DE REVUE DU  
PROGRAMME D'ACTION DES NATIONS  
UNIES SUR LE COMMERCE ILLICITE DES  
ARMES LEGERES ET DE PETIT CALIBRE  
SOUS TOUTS SES ASPECTS**

-----  
-----

**DECLARATION PRONONCEE PAR :**

**Monsieur François OUBIDA**  
**Chargée d'Affaires a.i. de la Mission Permanente**  
**du Burkina Faso auprès des Nations Unies**

***New York, le 26 juin 2006***

***(Vérifier au prononcé)***

***Monsieur le Président,***

Je voudrais avant tout propos vous adresser les vives félicitations de ma délégation pour votre élection à la présidence de la première conférence de revue du Programme d'Action des Nations-Unies sur le commerce illicite des armes légères et de petit calibre sous tous ses aspects.

Je suis convaincu que sous votre présidence, nos délégations mèneront des débats fructueux et parviendront à des conclusions bénéfiques pour nos pays.

***Monsieur le Président,***

Depuis l'adoption du Programme d'Action en juillet 2001, nous avons observé deux pauses, en 2003 et 2005 pour des bilans d'étape dans sa mise en œuvre. Ces bilans avaient mis en exergue, selon les régions et les pays considérés quelques avancées, mais également les difficultés, voir les entraves qui ont jalonné l'exécution de ce Programme d'Action.

***Monsieur le Président,***

Si tous ou presque tous les pays ont dû faire face à ces difficultés et entraves dans des conditions différentes, elles ont été par contre le lot quotidien de la plupart des pays africains, dans une Afrique encore en proie à des conflits armés qui génèrent dans et autour de ces pays, une grande insécurité due à la dissémination et à la prolifération des armes.

Les pays africains, dans les limites de leurs moyens, s'emploient à appliquer le Programme d'Action, en le modulant selon les réalités nationales, pour combattre le commerce illicite des armes. Malheureusement les ressources consacrées à éradiquer le fléau ne leur permettent pas d'atteindre les résultats escomptés, à la hauteur du défi et des conséquences humainement, socialement et économiquement catastrophiques que représente ce commerce illicite pour nos états en construction. Mon pays, bon an mal an, s'efforce de mettre à la disposition de la Commission Nationale de lutte contre la prolifération des armes un budget d'environ 100 000 USD pour son fonctionnement. Si ce fonds est relativement appréciable au regard du sévère arbitrage budgétaire qui l'a octroyé à cette structure, il n'en est pas moins largement en deçà des

besoins réels ! En effet, ce fonds doit couvrir les dépenses courantes, financer les activités programmées et les voyages pour assister aux réunions en Afrique et dans le monde.

***Monsieur le Président,***

Le Burkina Faso n'est sûrement pas le seul pays à rencontrer d'énormes difficultés pour le financement de son plan d'action ou ses activités dans le cadre du Programme d'Action. La coopération et l'assistance internationale reconnues par tous les pays parties prenantes au Plan d'Action comme une nécessité, voire une exigence pour combattre le commerce illicite, n'ont pas été très visibles ou se sont manifestées de manière très sélective au cours de ces cinq années écoulées ; elle n'a concerné surtout que certains domaines que nous considérons classiques tels le DDR, les projets de collecte « armes pour développement' »...ect.

***Monsieur le Président,***

En dépit de tout ce que nous venons d'évoquer, nous restons cependant confiants en la capacité et en la volonté de nos états de faire front ensemble pour combattre efficacement le commerce illicite des armes légères. Bien que le chemin soit encore long et les embûches multiples et diverses, le Burkina Faso reste optimiste et voit le verre à moitié plein plutôt qu'à moitié vide. Autant l'insécurité dans un pays d'une région donnée affecte l'ensemble des pays qui la composent, autant l'insécurité dans cette région affecte le reste du monde. Aucun pays, aucun continent ne peut et ne pourra assurer seul sa sécurité quelque soit sa puissance économique et militaire.

Nous avons le ferme espoir que de cette première conférence de revue sortiront des mesures plus réalistes et surtout plus concrètes pour une meilleure efficacité dans la mise en œuvre du Programme d'Action.

***Je vous remercie.***